

<https://www.aefinfo.fr/depeche/718208-des-syndicats-s-inquietent-du-poids-politique-d-an...>

✍ Elise Le Berre

🕒 7 min read

Des syndicats s'inquiètent du poids politique d'Anne Genetet pour le PLF 2025 et de l'isolement de la voie pro

Alors qu'Anne Genetet a appelé à la "stabilité" lors de la passation le 23 septembre 2024, des syndicats s'inquiètent d'une "continuité" avec la politique menée par Gabriel Attal. Pour la FNEC FP FO, il s'agit "de poursuivre la politique destructrice engagée par Attal", quand SUD-Éducation dénonce "une provocation contre l'école, alors que les discussions sur le budget devraient débiter à l'Assemblée nationale". "Quel va être le poids de la ministre sur le PLF 2025 ?", s'interroge aussi le Snes. La création d'un ministère chargé de l'Enseignement professionnel inquiète aussi les syndicats.



Des syndicats s'alarment de la nomination d'un ministre chargé de l'Enseignement professionnel, qui "isole la voie professionnelle". Shutterstock - HJBC

Comment réagissent les syndicats enseignants à la nomination du 5e ministre de l'Éducation nationale depuis mai 2022, et à sa première prise de parole ? Si Anne Genetet n'est pas connue pour ses prises de position sur l'éducation, ni dans ses expressions publiques, ni dans son activité parlementaire, hormis un rapport au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'AEFE et à créer les instituts régionaux de formation, des syndicats craignent une "continuité" avec la politique menée par Gabriel Attal.

"Quel va être le poids de la ministre sur le budget 2025 ?" (Snes-FSU)

"Contrairement à certains commentaires sur les compétences des ministres, ceux-ci connaissent bien leurs dossiers", déclare ainsi la FNEC-FP-FQ. "Il s'agit de poursuivre la politique destructrice engagée par Attal & co : acte 2 de l'école inclusive, dévoiement de la laïcité, ponts d'or au privé, SNU..."

SUD-Éducation voit aussi, avec l'arrivée de nouveaux ministres "pour une politique toujours plus néolibérale et conservatrice", la "volonté de poursuivre et d'accentuer une politique qui ne cesse de s'attaquer aux bases d'une école publique égalitaire, équitable et inclusive". Par ailleurs, alors que "les discussions sur le budget 2025 vont commencer à l'Assemblée nationale", ces nominations "apparaissent comme une nouvelle provocation contre l'école et ses personnels". "L'école doit être réparée, c'est pourquoi, au lieu de fermetures de classes, de suppressions de postes et de mesures de tri social, l'école a besoin de moyens humains et financiers".

Toujours sur le sujet du budget, Sophie Vénétiay, secrétaire générale du Snes-FSU, s'interroge : "Quel va être le poids politique de la ministre sur la question du budget 2025 ?". Dénonçant "un discours creux", l'enseignante regrette qu'Anne Genetet "n'ait strictement rien dit de la rémunération, du recrutement, de l'attractivité, du 'choc des savoirs'", autant d'éléments qu'elle juge "fondamentaux dans les semaines à venir". "Il va falloir qu'elle s'exprime sur trois sujets urgents, explique Sophie Vénétiay : la question de la rémunération des enseignants, des conditions de travail, de l'avenir du 'choc des savoirs'".

Autres interrogations, du côté cette fois de la CGT Éduc'action : "Quelle sera la position de la ministre sur des réformes qui engendrent du tri social comme la réforme de la voie

pro ou les groupes de besoins ? Quelle sera sa politique en matière d'école inclusive ?" s'inquiète le syndicat.

Enfin, la société des agrégés sollicitera une audience pour présenter aux nouveaux ministres "ses exigences pour le redressement de l'Éducation nationale, et ses propositions pour rehausser le niveau scolaire et remédier à la crise du recrutement et au manque d'attractivité de la profession enseignante". Elle demande "une rupture profonde avec la politique éducative menée depuis des décennies".

"Pourquoi isoler la voie professionnelle ?" (CGT Educ'action)

Les syndicats sont aussi critiques concernant la nomination d'Alexandre Portier comme ministre délégué chargé de la Réussite scolaire et de l'Enseignement professionnel. Ainsi, la CGT Educ'action s'alarme, tout comme lorsque Carole Grandjean avait été nommée ministre déléguée en charge de l'Enseignement et de la Formation professionnels ([lire sur AEF info](#)), "de l'existence même d'un ministère délégué à l'enseignement professionnel. Pourquoi isoler la voie professionnelle qui, pourtant, fait partie pleinement de l'Éducation nationale ?".

"La nomination d'un ministre délégué à la réussite scolaire et à l'enseignement professionnel sous la seule tutelle de la ministre de l'Éducation ne lève pas toutes les craintes quant à l'avenir des lycées professionnels", avance quant à lui le [Snuep-FSU](#). "La précédente double tutelle Travail/Éducation nationale a débouché sur une réforme de l'enseignement professionnel sous statut scolaire pour le rapprocher de l'apprentissage. Ce sabotage organisé dans le mensonge doit cesser et des mesures urgentes doivent être prises", poursuit le Snuep.

Le syndicat demande "une décision salutaire" pour les élèves et les personnels concernant l'organisation de l'année de terminale bac pro. "Le nouveau calendrier des examens avance les épreuves du bac pro en mai pour que les élèves soient ensuite un mois et demi en entreprise, réalisant un stage non qualifiant. En reportant les épreuves du bac pro en juin et en abrogeant le parcours différencié, le ministre délégué enverrait un signal positif fort aux personnels de l'enseignement professionnel public", estime le Snuep.

Du côté du ~~Snes~~, on regrette l'intitulé qui réunit "réussite scolaire" et "enseignement professionnel" : le "message affiché", selon le syndicat de la voie pro, "c'est l'enfant malade du système. L'étiquette vient d'être collée à l'image de 'ces gens qui ont ces problèmes'". Et d'appeler à l'abrogation de la réforme de l'enseignement professionnel.

Enfin, le nouveau ministre délégué interroge aussi le Snes-FSU, qui dénonce "l'empressement" d'Alexandre Portier "à soutenir l'enseignement privé et le DNB obligatoire pour passer en seconde, laisse comprendre que le tri social et scolaire sera bien sa boussole en matière d'éducation".

une tribune d'Alexandre Portier en défense de l'enseignement privé

Suite à la publication du rapport Vannier-Weissberg ([lire sur AEF info](#)) sur le financement public de l'enseignement privé sous contrat, Alexandre Portier avait signé en mai dernier une [tribune](#) aux côtés du sénateur Max Brisson (LR) et de l'eurodéputé François-Xavier Bellamy (LR), pour défendre l'enseignement privé. Dénonçant de "graves accusations", les élus interrogeaient alors : "Si l'école publique se portait bien, l'école privée serait-elle vraiment un problème pour eux ? Est-ce vraiment la faute de l'enseignement privé de ne pas avoir passé par-dessus bord les concepts d'autorité, de mérite, de respect, de discipline, d'assiduité, [...] ?". Avant d'appeler, "plutôt que de dissimuler les défaillances de l'enseignement public dans des procès d'intention faits à l'enseignement privé", à "mettre un terme à ce débat" et "rappeler que l'enseignement privé prend toute sa place dans la mission de mixité et d'escalier social qui incombe à l'État". Les signataires de la tribune se présentaient comme des "défenseurs de l'enseignement privé indépendant ou sous contrat comme de l'instruction en famille".

"Que signifie isoler la réussite scolaire du reste de la politique éducative avec un ministre délégué ? Réussir à l'école ne serait plus un projet global de la ministre de l'éducation nationale ?", s'inquiète en outre Jérôme Fournier, secrétaire national en charge du système éducatif et des conditions d'apprentissage au ~~SE-Unsa~~.

La FSU, SUD-Éducation, Solidaires, et la CGT Educ'action, qui est intervenue lors de la passation pour appeler à la mobilisation pour les salaires et les retraites, appellent à la grève le 1er octobre prochain.